

# **HERKIDE**

Société par actions simplifiée au capital de 10.000 euros  
Siège social : Résidence l'Alliance – centre Jorlis – 64600 ANGLET

## **STATUTS**

## **Les soussignés,**

- **HEMEN**, association ayant son siège social Résidence l'Alliance, centre JORLIS – 64600 Anglet, enregistrée sous le numéro SIRET 325 140 176 00026, régulièrement déclarée à la Préfecture de PAU, représentée par Monsieur René HARLOUCHET, agissant en qualité de président, dûment habilité à l'effet des présentes,
- **SOKOA**, société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 14.074.470 €, ayant son siège social 26, route de Béhobie – 64700 Hendaye et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Bayonne sous le numéro 719.720.374, Représentée par Monsieur Joseph BERGARA agissant en qualité de président du directoire de la société dûment habilité à l'effet des présentes,
- **ALKI**, société coopérative de production à forme anonyme et capital variable ayant son siège social zone industrielle – 64250 ITXASSOU et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Bayonne sous le numéro 321 103 129, Représentée par Monsieur Pierre UHALDE agissant en qualité de président du conseil d'administration de la société, dûment habilité à l'effet des présentes,
- **LOREKI**, société coopérative ouvrière de production à responsabilité limitée au capital de 144.220 €, ayant son siège social zone artisanale Errobi – 64250 ITXASSOU et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Bayonne sous le numéro 333 158 467, Représentée par Monsieur Fernand PERRET agissant en qualité de gérant de la société, dûment habilité à l'effet des présentes,
- **ERNE**, société par actions simplifiée au capital de 6.400 €, ayant son siège social maison ZUENTZAT – 64220 AINHICE-MONGELOS et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Bayonne sous le numéro 790 463 061, représentée par son président, le syndicat EUSKAL HERRIKO LABORARIEN BATASUNA (ELB) CONFEDERATION PAYSANNE, représentée par Madame Marie-Christine DAGUERRE, dûment habilité à l'effet des présentes,

## **Ont préalablement exposé ce qui suit :**

### **PREAMBULE**

HERKIDE a été créée pour être l'associé commandité de la société HERRIKOA suite à la décision de transformer cette dernière en société en commandite par actions à capital variable dans le but d'élargir son actionariat populaire pour soutenir la création, la transmission et le développement d'entreprises en Pays Basque, génératrices d'emplois sur ce territoire.

Dans le but de garantir la pérennité des valeurs de solidarité et d'éthique qui ont toujours guidé l'action de HERRIKOA, il a été convenu que les associés de HERKIDE devaient perpétuer ces principes fondamentaux.

C'est la raison pour laquelle il a été fait appel aux deux principaux membres fondateurs de HERRIKOA ainsi qu'à des entités représentatives de l'économie sociale et solidaire en Pays Basque pour constituer la nouvelle société.

HERKIDE sera également le garant du bon usage des ressources financières de HERRIKOA ainsi que de la transparence et de la rigueur de gestion, qui ont toujours prévalu depuis son origine et qui concourent à sa réussite et à sa réputation.

Après avoir ainsi précisé l'esprit qui les anime, les soussignés ont établi ainsi qu'il suit les statuts de la Société par actions simplifiée qu'ils sont convenus de constituer.

### **Forme - Objet - Dénomination sociale - Siège social – Durée**

#### **Article 1 - Forme**

Il est formé entre les propriétaires des actions ci-après une société par actions simplifiée régie par le code de commerce ainsi que par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Elle ne peut procéder à une offre au public de titres financiers ou à l'admission aux négociations sur un marché réglementé de ses actions.

## **Article 2 - Objet**

La société a pour objet :

- La gestion des intérêts et l'exercice des droits attachés à sa qualité d'associée commanditée de la société HERRIKOA, dès sa transformation en société en commandite par actions, étant rappelé que cette société a pour principal objet, la prise de participations en fonds propres dans toutes entreprises implantées en Pays Basque ;
- Eventuellement la gérance de la société HERRIKOA ;
- La fourniture de conseil, d'assistance et de prestations de services dans les domaines financier, comptable, commercial, technique, social, de management ;

Et, d'une façon générale, toutes opérations commerciales, industrielles, mobilières ou financières se rapportant directement ou indirectement ou pouvant être utiles à cet objet ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.

La société peut prendre toutes participations et tous intérêts dans toutes sociétés et entreprises dont l'activité serait de nature à faciliter la réalisation de son objet social.

Elle peut agir directement ou indirectement, soit seule, soit en association, participation, groupement ou société, avec toutes autres personnes ou sociétés et réaliser sous quelque forme que ce soit les opérations entrant dans son objet.

## **Article 3 - Dénomination sociale**

La société a pour dénomination sociale HERKIDE.

Tous actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots « Société par actions simplifiée » ou des initiales « SAS » et de l'énonciation du capital social.

## **Article 4 - Siège social**

Le siège social est fixé à résidence l'Alliance, centre JORLIS – 64600 ANGLET.

## **Article 5 - Durée**

La durée de la société est fixée à 99 ans à compter de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

Cette durée peut, par décision de l'assemblée générale extraordinaire, être prorogée une ou plusieurs fois sans que cette prorogation puisse excéder 99 ans.

La décision de prorogation de la durée de la société est prise par décision collective des associés sur convocation du Président un an au moins avant la date d'expiration de la société. A défaut, tout associé peut demander au président du tribunal de commerce du lieu du siège social statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice afin de provoquer l'assemblée et la décision ci-dessus prévues.

## **Capital social - Actions**

### **Article 6 – Formation du capital - Apports**

A la constitution de la société, les soussignés ont fait les apports en numéraire suivants :

- L'association HEMEN, une somme en numéraire de deux mille (2.000) euros,
- La société SOKOA, une somme en numéraire de deux mille (2.000) euros,
- La société ALKI, une somme en numéraire de deux mille (2.000) euros,
- La société LOREKI, une somme en numéraire de deux mille (2.000) euros,
- La société ERNE, une somme en numéraire de deux mille (2.000) euros euros,

Soit au total, une somme de DIX MILLE EUROS (10.000) € correspondant à 10.000 actions de 1 euro, souscrites en totalité et intégralement libérées, ainsi que l'atteste le certificat du dépositaire établi par la banque CREDIT COOPERATIF DE BAYONNE.

### **Article 7 – Capital social**

Le capital social est fixé à la somme de 10.000 euros. Il est divisé en 10.000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 1 euro chacune, entièrement libérées.

## **Article 8 - Modifications du capital**

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi, par décision collective des associés prise dans les conditions des articles 14,15 et 16 ci-après.

Les associés peuvent déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, dans le délai légal, l'augmentation de capital en une ou plusieurs fois, d'en fixer les modalités, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.

En cas d'augmentation par émission d'actions à souscrire en numéraire, un droit de préférence à la souscription de ces actions est réservé aux propriétaires des actions existantes au prorata de leur participation dans le capital de la société, dans les conditions légales.

Toutefois, les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription. La décision d'augmentation du capital peut également supprimer ce droit préférentiel dans les conditions légales.

Lors de toute décision d'augmentation du capital, excepté lorsqu'elle est consécutive à un apport en nature ou lorsqu'elle résulte de l'émission préalable de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres représentant une quotité du capital, l'assemblée générale extraordinaire doit se prononcer sur un projet de résolution tendant à réaliser une augmentation de capital ouverte aux salariés dans les conditions prévues par la réglementation.

## **Article 9 - Forme des actions**

Les actions sont obligatoirement nominatives.

La propriété des actions résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires sur des comptes et registres tenus à cet effet par la société.

A la demande d'un associé, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la société.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

## **Article 10 - Modalités de la transmission des actions**

Les actions sont librement négociables. Leur transmission s'opère à l'égard de la société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est inscrit sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dénommé « registre des mouvements ».

La société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement et, au plus tard dans les trente (30) jours qui suivent celle-ci.

L'ordre de mouvement, établi sur un formulaire fourni ou agréé par la société, est signé par le cédant ou son mandataire.

## **Agrément**

A l'exception des transmissions opérées entre associés, toute autre transmission est soumise à l'agrément préalable donné par décision prise à l'unanimité des associés.

La demande d'agrément doit être notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception au Président de la société. Elle indique le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de cession, l'identité de l'acquéreur s'il s'agit d'une personne physique et s'il s'agit d'une personne morale les informations suivantes : dénomination, forme, siège social, numéro RCS, identité de dirigeants, montant et répartition du capital.

Le Président dispose d'un délai de trois (3) mois à compter de la réception de la demande d'agrément pour faire connaître au Cédant la décision de la collectivité des associés. Cette notification est effectuée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. A défaut de réponse dans le délai ci-dessus, l'agrément sera réputé acquis.

Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.

En cas d'agrément, la cession projetée est réalisée par l'associé cédant aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. Le transfert des actions au profit du cessionnaire agréé doit être réalisé dans le délai d'un mois de la notification de la décision d'agrément ; à défaut de réalisation du transfert des actions dans ce délai, l'agrément sera caduc.

En cas de refus d'agrément, la société doit dans un délai de 3 mois à compter de la décision de refus d'agrément, acquérir ou faire acquérir les actions de l'associé cédant soit par des associés, soit par des tiers. Lorsque la société procède au rachat des actions de l'associé cédant, elle est tenue dans les 6 mois de ce rachat de les céder ou de les annuler, avec l'accord du cédant, au moyen d'une réduction de son capital social. Le prix de rachat des actions

par un tiers ou par la société est fixé d'un commun accord entre les parties. A défaut d'accord sur ce prix, celui-ci est déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du code civil.

### **Article 11 - Nullité des cessions d'actions**

Toutes les cessions d'actions effectuées en violation de l'article 10 ci-dessus sont nulles.

### **Article 12 - Droits et obligations attachés aux actions**

Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions des associés.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis, ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente d'actions nécessaires.

Le droit de vote appartient au nu-proprétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats où il est réservé à l'usufruitier. Le nu-proprétaire a le droit de participer à toutes les décisions collectives.

## **Administration de la société – Contrôle - Conventions réglementées**

### **Article 13 – Président de la Société**

La Société est dirigée et représentée par un Président, personne physique ou morale, associé ou non, de la Société.

#### **Désignation**

Le premier Président de la Société est désigné aux termes des présents statuts. Le Président est ensuite désigné par décision collective ordinaire des associés.

Lorsque le Président est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent, personne physique.

#### **Durée des fonctions**

Le Président est nommé pour une durée de six ans.

#### **Révocation**

Le Président peut être révoqué à tout moment et sans qu'il soit besoin d'un juste motif. La décision de révocation est prise par décision collective extraordinaire des associés. La révocation n'ouvre droit à aucune indemnisation.

#### **Rémunération**

La rémunération du Président est fixée par la décision de collective des associés statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote. Cette rémunération est soumise à la procédure de contrôle des conventions réglementées prévue par les présents statuts.

#### **Pouvoirs**

Le Président dirige, administre la Société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toute circonstance au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par les dispositions légales et les présents statuts aux décisions collectives des associés.

### **Article 14 - Commissaire aux comptes**

S'il y a lieu, l'assemblée générale ordinaire des actionnaires désigne un ou plusieurs commissaires aux comptes qui effectuent le contrôle des comptes de la société dans les conditions fixées par la loi.

Ils sont nommés pour une durée de six exercices.

## **Article 15 - Conventions entre la société et son président ou un associé**

Le président doit aviser le commissaire aux comptes des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et lui-même ou l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens du code de commerce.

Le commissaire aux comptes établit un rapport sur les conventions conclues au cours de l'exercice écoulé. Les associés statuent chaque année sur ce rapport lors de l'assemblée générale d'approbation des comptes, l'associé intéressé ne participant pas au vote.

Les conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales ne donnent pas lieu à l'établissement de ce rapport. Cependant, sauf lorsqu'en raison de leur objet ou de leurs implications financières elles ne sont significatives pour aucune des parties, ces conventions doivent être communiquées au commissaire aux comptes, s'il en existe un. Tout associé a le droit d'en obtenir communication

## **Décisions collectives des associés**

### **Article 16 – Décisions collectives obligatoires**

Les décisions en matière d'augmentation, d'amortissement ou de réduction de capital, de fusion, scission ou dissolution, de modification des statuts, d'apport partiel d'actif, de vente de fonds de commerce de la société, de dissolution de nomination des commissaires aux comptes, d'approbation des comptes annuels et affectation du résultat sont de la seule compétence de la collectivité des associés.

Les décisions collectives des associés sont ordinaires, extraordinaires ou unanimes.

Les décisions extraordinaires concernent tout objet pouvant entraîner directement ou indirectement une modification des statuts y compris, toute opération de fusion et d'apport partiel d'actif soumis au régime des scissions ainsi que les opérations d'émission d'obligations. Elles concernent également la révocation du Président de la société.

Toutes les autres décisions sont ordinaires.

### **Article 17 – Règles de quorum et de majorité requises pour l'adoption des décisions collectives**

#### **1. Quorum**

L'assemblée générale ordinaire ne délibère valablement, sur première convocation, que si les associés présents, votant par correspondance ou représentés possèdent au moins le cinquième des actions ayant le droit de vote. Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis.

L'assemblée générale extraordinaire ne délibère valablement que si les associés présents, votant par correspondance ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, le quart des actions et, sur deuxième convocation, les cinquième des actions ayant le droit de vote.

A défaut de ce dernier quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée

#### **2. Majorité**

Les Associés prennent collectivement, à l'unanimité, toutes décisions relatives à toute opération qui, du fait de la Loi ou des Statuts, requièrent l'approbation ou le consentement unanime des associés.

Toute admission d'un nouvel associé doit être également adoptée à l'unanimité des associés.

Sous ces réserves, les décisions collectives extraordinaires sont prises à la majorité des deux tiers des voix attachées aux actions existantes dont disposent les associés présents ou représentés bénéficiant du droit de vote et les décisions ordinaires sont prises à la majorité des voix attachées aux actions existantes dont disposent les associés présents ou représentés bénéficiant du droit de vote.

### **Article 18 – Modalités des décisions collectives**

Les décisions collectives résultent, au choix du Président de la société, d'une assemblée ou d'une consultation écrite des associés. Elles peuvent également résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte.

L'assemblée est convoquée quinze (15) jours au moins avant la réunion, soit par lettre ordinaire ou recommandée, soit par télécopie ou par un moyen électronique de télécommunication. Elle indique l'ordre du jour.

Toutefois, l'assemblée peut être convoquée verbalement et se tenir sans délai, si tous les associés sont présents ou représentés et y consentent.

Seules les questions inscrites à l'ordre du jour sont mises en délibération à moins que les associés soient tous présents et décident d'un commun accord de statuer sur d'autres questions.

Un ou plusieurs associés détenant le dixième des titres de capital peuvent demander la réunion d'une assemblée.

L'assemblée est présidée par le président de la société. A défaut, elle élit son président.

Une feuille de présence indiquant les noms et domiciles des associés et de leurs représentants ou mandataires, ainsi que le nombre d'actions détenues par chaque associé, est émargée par les membres de l'assemblée. Toutefois, le procès-verbal de l'assemblée tient lieu de feuille de présence, lorsqu'il est signé de tous les associés présents.

En cas de consultation écrite, le président de la société adresse à chaque associé, par lettre ordinaire, le texte des projets de résolutions ainsi que les documents nécessaires à leur information. Les associés disposent d'un délai de quinze (15) jours à compter de la date de réception des résolutions pour émettre leur vote par écrit, le vote étant pour chaque résolution, formulé par les mots "oui" ou "non". La réponse est adressée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou déposée par l'associé au siège social. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

Tout associé a droit de participer aux décisions collectives du moment que ses titres de capital sont inscrits à son nom à la date, selon le cas, de l'assemblée, de l'envoi des documents en vue d'une consultation écrite ou de l'acte.

Il peut se faire représenter par un autre associé.

Toute délibération de l'assemblée des associés est constatée par un procès-verbal qui indique notamment la date et le lieu de la réunion, l'identité du président de séance, le mode de convocation, l'ordre du jour, les documents et rapports soumis à l'assemblée, un résumé des débats, le texte des projets de résolutions mis aux voix et le résultat des votes.

En cas de consultation écrite, le procès-verbal qui en est dressé et auquel est annexée la réponse de chaque associé, fait mention de ces indications, dans la mesure où il y a lieu.

Les procès-verbaux sont établis et signés par le président de la société ou, le cas échéant, de séance, sur un registre spécial tenu à la diligence du président.

Lorsque la décision des associés résulte de leur consentement exprimé dans un acte, cette décision est mentionnée, à sa date, dans le registre spécial. L'acte lui-même est conservé par la société de manière à permettre sa consultation en même temps que le registre.

Les copies ou extraits des procès-verbaux de délibération sont valablement certifiés par le président de la société ou un directeur général ayant la qualité d'associé. En cas de liquidation, ils sont valablement certifiés par un liquidateur.

Tous moyens de communication peuvent être utilisés : écrit, lettre, fax, télex et même verbalement, sous réserve que l'intéressé signe le procès-verbal, acte ou relevé des décisions dans un délai d'un mois. Ces décisions sont répertoriées dans le registre des assemblées.

## **Résultats sociaux**

### **Article 19 - Exercice social**

L'année sociale commence le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice social comprendra le temps à courir à compter de la date d'immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés jusqu'au 31 décembre 2014.

### **Article 20 - Affectation du résultat**

Le compte de résultat récapitule les produits et les charges de l'exercice. Il fait apparaître, par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur ce bénéfice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est d'abord prélevé :

- 5 % au moins pour constituer la réserve légale, ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve légale aura atteint le dixième du capital social, mais reprendra son cours, si pour une cause quelconque, cette quotité n'est plus atteinte ;
- le solde augmenté du report à nouveau bénéficiaire constitue le bénéfice distribuable.

Le bénéfice distribuable est à la disposition de l'assemblée générale pour, sur proposition du président, être, en totalité ou en partie, réparti entre les actions à titre de dividende, affecté à tous comptes de réserves ou d'amortissement du capital ou être reporté à nouveau.

Les réserves dont l'assemblée générale a la disposition pourront être distribuées en totalité ou en partie après prélèvement du dividende sur le bénéfice distribuable.

## **Dissolution – Liquidation - Contestation**

### **Article 21 - Dissolution - Liquidation**

Il est statué sur la dissolution et la liquidation de la société par décision collective des associés.

La décision collective désigne le ou les liquidateurs.

La liquidation de la société est effectuée conformément aux dispositions légales.

Le boni de liquidation est réparti entre les associés proportionnellement au nombre de leurs actions.

### **Article 22 – Contestations**

Les Statuts sont, pour leur validité, leur interprétation et leur exécution soumis à la loi française.

Les litiges auxquels pourrait donner lieu les Statuts, ou qui pourront en être la suite ou la conséquence, et qui n'auront pu être réglés par une transaction seront soumis à la compétence exclusive de la juridiction dans le ressort duquel est situé le siège social de la Société.

## **Nomination des organes de gouvernance**

### **Article 23 – Nomination du premier président de la société – Nomination des commissaires aux comptes**

Le premier président de la société est Monsieur Joseph BERGARA, domicilié Maison Oierenea – Quartier Amotz – Saint Pée sur Nivelle – 64310 ASCAIN, qui déclare accepter cette fonction.

Il est nommé pour une durée indéterminée.

Sa rémunération est fixée par acte séparé.

Sont nommés commissaires aux comptes de la société pour les six premiers exercices :

- la société CLUZEL ECHEVERRIA LESGOURGUES sise 21 rue Chauvin Dragon – 64500 SAINT JEAN DE LUZ, RCS BAYONNE 377 676 275 en qualité de commissaire aux comptes titulaire,
- le cabinet CAMS sis 1 allée Robinson – 64200 BIARRITZ, RCS BAYONNE 333 925 261 en qualité de commissaire aux comptes suppléant qui exercera, le cas échéant, ses fonctions pour le temps restant à courir du mandat confié au titulaire ou pendant le temps où celui-ci sera temporairement empêché.

Les commissaires ainsi nommés n'ont vérifié aucune opération d'apport ou de fusion consentie à la société ou à une société que celle-ci est appelée à contrôler.

Ils ont donné toutes les informations requises en vue de leur désignation et ont déclaré accepter leur mandat et remplir les conditions exigées pour l'exercer.

### **Article 24 - Engagements pour le compte de la société en formation – Mandat**

Un état des actes accomplis pour le compte de la société en formation, avec l'indication pour chacun de ces actes de l'engagement qui en résulterait pour la société, a été présenté aux associés, ledit état est annexé aux présents statuts.

Les soussignés donnent mandat au Président, à l'effet de prendre, au nom et pour le compte de la société, une participation en qualité d'associé commandité dans le capital de la société HERRIKOA, société en commandite par actions, et plus généralement signer tout document, réaliser toute formalité nécessaire à la mise en œuvre de cette décision.



## **Article 24 - Publicité**

Tous pouvoirs sont donnés au président à l'effet de signer l'insertion relative à la constitution de la société dans un journal d'annonces légales et au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes pour effectuer toutes autres formalités.

Fait à Anglet le 05 novembre 2013, en 6 exemplaires